

PREFET DES CÔTES D'ARMOR  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

Service Prévention des risques environnementaux  
N°IC 2003/6699  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 , modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n°s 2111-1, 2170-2. de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «EARL DU GRAND COUDRAY», autorisant l'exploitation en PLOUASNE au lieu-dit « Le Coudray » d'un élevage avicole de 75 429 animaux équivalents volailles de chair et la mise à jour du plan d'épandage;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juin 2004 autorisant un élevage avicole de 45 000 animaux équivalents au nom de Madame GRISSAULT Yvonne (mère de M. GRISSAULT) ;
- VU le changement d'exploitant du 27 avril 2009 avec la reprise de l'élevage de Madame GRISSAULT par l'EARL de la HAMONIERE dont le gérant est M. Jean-Philippe GRISSAULT ;

**VU** la demande présentée le 2 octobre 2009 par l'installation classée « **E.A.R.L. du GRAND COUDRAY (GRISSAULT)** », sise « La Hamonière » en PLOUASNE, en vue de la restructuration et l'augmentation de la production de l'élevage de volailles (poulets lourds, dindes de chair, ...) avec la reprise de l'EARL DE LA HAMONIERE (45 000 animaux équivalents), soit un cheptel après projet de 105 829 animaux équivalents avec la mise à jour du plan d'épandage et la construction d'un poulailler de 1500 m<sup>2</sup>, en PLOUASNE au lieu-dit « Le Coudray » ;

**VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

**VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur en date du 16 juin 2010 ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux de PLOUASNE (20 mai 2010), GUENROC (27 mai 2010), GUITTE ( 22 avril 2010), LANDUJAN (6 mai 2010), SAINT PERN (6 mai 2010), AUCALEUC (30 avril 2010), CORSEUL (21 mai 2010 – avis défavorable), EVRAN (25 mai 2010), PLEUDIHEN-SUR-RANCE (29 avril 2010), PLOUER SUR RANCE (4 mai 2010 – avis défavorable), TREFUMEL (7 avril 2010), CHATEAUNEUF D'ILLE et VILAINE ( 25 mai 2010 - avis défavorable), MEDREAC (3 mai 2010);

**VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 11 mai 2011 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 mai 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le dossier présenté consiste en une restructuration externe avec augmentation de la capacité de production d'un élevage avicole, autorisé pour 75 429 animaux équivalents volailles de chair par arrêté préfectoral en date du 17 mai 2004 et la mise à jour du plan d'épandage, en annexe de cet élevage ;

**CONSIDERANT** que la restructuration externe consiste en la reprise de l'élevage avicole de l'EARL de la HAMONIERE, situé au lieu dit « La Hamonière » sur la commune de PLOUASNE à proximité du bourg ;

**CONSIDERANT** que les bâtiments sont situés au lieu dit « La Hamonière » à proximité directe du bourg de la commune de PLOUASNE à moins de 100 mètres de plusieurs tiers ;

**CONSIDERANT** que la restructuration permettra de désaffecter l'élevage qui se retrouve enclavé à proximité des nouvelles habitations ;

**CONSIDERANT** que l'EARL du Grand Coudray a reçu l'avis favorable de la CDOA structure en date du 19 novembre 2008 pour exploiter l'élevage précédemment exploité par l'EARL de la Hamonière ;

**CONSIDERANT** que le dossier présenté prévoit le rapatriement sur le site du Grand Coudray de 30 400 animaux équivalents avec l'azote associé de 6 713 unités, pour porter la capacité de production à 105 829 animaux équivalents en présence simultanée ;

**CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de la RANCE;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de EVRAN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20 000 UN et le plafond d'épandage est de 120 ha ;

**CONSIDERANT** qu'un nouveau bâtiment de 1500 m<sup>2</sup> sera construit sur le site du Grand Coudray situé en zone agricole, pour porter la surface bâtie à 4 500 m<sup>2</sup>, soit 3 bâtiments de 1500 m<sup>2</sup> chacun ;

**CONSIDERANT** que le nouveau bâtiment sera implanté dans la continuité des deux existants et aura la même dimension soit : 100.10 mètres de long, 15.20 mètres de large et 5.08 mètres de haut ;

**CONSIDERANT** que l'intégration paysagère du site est déjà réalisée et la construction du nouveau bâtiment se fera entre les poulaillers existants et la haie présente ;

**CONSIDERANT** qu'il n'y aura pas d'impact visuel ;

**CONSIDERANT** que le site de La Hamonière sera désaffecté par M. GRISSAULT ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire présente dans sa demande les techniques mises en oeuvre dans le cadre de la directive IPPC. Les épandages seront réalisés par l'intermédiaire d'une ETA disposant d'un épandeur équipé d'une table d'épandage permettant d'épandre sur une largeur de 12 mètres et ainsi de répartir le fumier de manière homogène sur la largeur d'épandage à de faibles doses à l'hectare ;

**CONSIDERANT** que l'élevage produira annuellement 487 732 poulets lourds soit 19 997 unités d'azote et 18 534 unités de phosphore ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des déjections produites sera géré par épandage sur les terres du pétitionnaire et sur celles de quatre prêteurs de terres pour une surface totale du plan d'épandage de 389 Ha 82 dont 325 Ha 97 de SDN ;

- 12 645 unités d'azote et 11 720 unités de phosphore seront mises à disposition des quatre prêteurs de terre pour des charges respectives :

- En azote : 117 UN/Ha de SDN, 147.2 UN/Ha de SDN, 91.4 UN/Ha de SDN et 98.5 UN/Ha de SDN

- En phosphore : 73.4 UP2O5/Ha de SDN, 87.3 UP2O5/Ha de SDN, 84.6 UP2O5/Ha de SDN et 91.3 UP2O5/Ha de SDN ;

Il restera à gérer sur les terres en propre du pétitionnaire 7 352 unités d'azote et 6 815 unités de phosphore sur 78Ha 12 de SDN, pour des charges de 94.1 UN/Ha de SDN et 87.2 UP2O5/Ha de SDN. Soit une charge moyenne sur la totalité du plan d'épandage de 121.2 UN/Ha de SDN et 85.3 UP2O5/Ha de SDN ;

**CONSIDERANT** que l'EARL du Grand Coudray et l'EARL de la Hamonière sont exploitées par M. GRISSAULT Jean Philippe et que les prêteurs de terre ne changent pas ;

**CONSIDERANT** que le projet de restructuration externe permet de réduire les effectifs produits globalement et par conséquent l'azote et le phosphore épandus ;

**CONSIDERANT** que la restructuration permet de désaffecter les deux poulaillers situés au lieu dit « la Hamonière » dans le bourg de Plouasne ;

**CONSIDERANT** que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> –**

1.1. – L'EARL DU GRAND COUDRAY sise au lieu dit « Le Grand Coudray » à PLOUASNE est autorisée à exploiter à cette adresse (section C1 n° 328), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 105 829 animaux-équivalents volailles de chair en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter à 19 997 kg par an, la quantité d'azote produite.

1.2 - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à

autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

## **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :**

### **2.1. - Aménagement des bâtiments:**

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4 500 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### **2.2. - Sécurité :**

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m3.
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

2.4. - Stockage et épandage des effluents bruts.

2.4.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle ( failles, bétoires ).

2.4.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.4.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

**ARTICLE 3** - Prescriptions particulières :

3.1. - Epandages sur céréales :



L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effective à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

### 3.2. – Stockage des fumiers de volailles de chair :

Le pétitionnaire devra sous un délai de trois ans déposer un dossier notifiant les modalités de stockage des déjections.

## ARTICLE 4 : Résorption :

- Prélèvement : 1 771 UN
- Cessation : 369 UN
- Azote affecté à la réserve inter-cantonale : 1 955 UN
- Azote résorbé : 184 UN

## ARTICLE 5 –

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2004 délivrée au nom de l'EARL DU GRAND COUDRAY et l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 juin 2004 délivré au nom de l'EARL DE LA HAMONIERE.

## ARTICLE 6 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOUASNE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUASNE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

## ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

## ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général DE LA Préfecture des Côtes d'Armor, M. le Sous-Préfet de DINAN, le Maire de PLOUASNE, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de GUENROC, GUITTE, LANDUJAN (35), MEDREAC (35), SAINT PERN (35), AUCALEUC, CORSEUL, EVRAN, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, TREFUMEL, CHATEAUNEUF D'ILLE-et-VILAINE, VILLE-ES-NONAI (35).

SAINT-BRIEUC, le

14 JUIN 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Philippe de Gestas-Lespérour